

Benoît XVI défend l'héritage chrétien contre l'enfermement laïciste

Article rédigé par *Décryptage*, le 31 mars 2006

Rome. — À l'occasion des Journées mondiales d'étude sur l'Europe organisées par le groupe parlementaire européen du Parti populaire (PPE), Benoît XVI a reçu jeudi 30 mars une délégation de cette formation politique, dirigée par leur président Hans-Gert Poettering (photo).

Le Pape a tout d'abord rappelé la constante attention des pontifes romains à l'égard de l'Europe, l'audience de ce jour s'inscrivant "dans la longue liste des réunions organisées entre [ses] prédécesseurs et les mouvements politiques d'inspiration chrétienne".

Le Saint-Père a ensuite évoqué les défis que l'Europe doit relever comme "la croissance et le développement du processus d'intégration européenne, la nécessité d'une définition de plus en plus précise de la politique de voisinage au sein de l'Union et le débat sur son modèle social" indiquant que "pour atteindre ces objectifs, il est important de puiser, avec une fidélité créatrice, dans l'héritage chrétien qui a tant contribué à façonner l'identité de ce continent".

Précisément, "l'Europe — a dit le Pape — ne pourra donner une direction sûre aux choix de ses citoyens et de ses peuples qu'en évaluant ses racines chrétiennes : alors seulement, elle pourra renforcer leur conscience d'appartenir à une même civilisation et elle pourra alimenter l'engagement de tous pour affronter les défis actuels dans la recherche d'un avenir meilleur".

Soutenir l'héritage chrétien contre l'enfermement du laïcisme

Benoît XVI a dit apprécier que le Parti populaire européen ait reconnu l'héritage chrétien de l'Europe. Cet héritage "offre des solutions éthiques valides à la recherche d'un modèle social qui réponde correctement aux demandes d'une économie déjà globalisée" et assurant "croissance et emploi, protection de la famille, égalité d'opportunités pour l'éducation des jeunes et attention aux pauvres".

La référence à l'héritage chrétien, a-t-il fait observer, "peut contribuer de manière significative à la défaite d'une culture maintenant répandue dans toute l'Europe, et qui relègue la manifestation de la conviction religieuse dans la sphère du privé et du subjectif. Les politiques construites sur cette base impliquent non seulement le rejet du rôle public du christianisme mais plus généralement, elles excluent la reconnaissance de la tradition religieuse de l'Europe, si évidente malgré sa diversité confessionnelle, affaiblissant le principe même de la démocratie qui est basée sur les valeurs qu'elle défend".

Plus nettement encore, le Pape a affirmé que "s'opposer à ces valeurs et les ignorer, au lieu de dialoguer avec elles, serait un signe d'immaturité voir même de faiblesse. Dans ce contexte il faut reconnaître l'existence d'une certaine intransigeance laïque, ennemie de la tolérance et d'une saine conception de la laïcité entre l'État et de la société."

Ensuite, Benoît XVI a dit apprécier que "le projet de traité constitutionnel de l'Union européenne ait prévu une relation structurée et continue avec les Églises, reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique". Il a précisé être sûr "de l'efficace et de la correcte mise en pratique de cette relation dès maintenant, avec la coopération de tous les mouvements politiques indépendamment de l'alignement des partis".

Il ne faut pas oublier — a-t-il expliqué — que "lorsque les Églises ou les communautés ecclésiales interviennent dans le débat public, exprimant des réserves ou rappelant une série de principes, cela ne constitue pas une forme d'intolérance ou d'interférence". Au contraire, "ces interventions ne visent qu'à éclairer les consciences, pour que les personnes puissent agir librement et avec responsabilité, selon les véritables exigences de la justice, même si cela devait entrer en conflit avec des situations de pouvoir ou d'intérêt personnel".

Trois priorités "non négociables"

Le Pape a ensuite rappelé les priorités de l'engagement politique des chrétiens : "Le principal domaine d'intervention de l'Église catholique" se concentre sur "la protection et la promotion de la dignité de la personne" qui exige "une attention particulière sur des principes qui ne sont pas négociables : • protection de la vie dans toutes ses phases ;

- reconnaissance et défense de la structure naturelle de la famille — union entre un homme et une femme fondée sur le mariage — la protégeant contre toutes tentatives de la rendre équivalente en droit à des formes radicalement différentes d'union qui nuisent et obscurcissent son caractère particulier et à son rôle social irremplaçable ;

- protection du droit des parents à éduquer leurs enfants". Ces principes, a expliqué le Saint-Père, ne constituent pas des vérités de la foi mais c'est la foi qui les éclaire et les confirme ; ces principes sont inscrits dans la nature et ils sont donc communs à toute l'humanité. L'action de l'Église pour les défendre n'est donc pas de caractère confessionnel, mais elle s'adresse à toutes les personnes, sans tenir compte de leur appartenance religieuse".

Avant de quitter les parlementaires, le Pape leur a demandé "d'être des témoins constants et authentiques de ces vérités fondamentales dans leur action politique et surtout dans leur engagement à les vivre quotidiennement avec authenticité et constance".

Source : VIS. Photo : PPE.

> Le texte intégral du discours de Benoît XVI (italien)

- D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

-